



Parliamentary Assembly
Assemblée parlementaire

<http://assembly.coe.int>



COUNCIL OF EUROPE
CONSEIL DE L'EUROPE

Doc. 12945

4 juin 2012

Election du/de la Secrétaire général(e) adjoint(e) du Conseil de l'Europe

Communication
Comité des Ministres

Sommaire

Page

1.	Lettre de la Présidente des Délégués des Ministres au Président de l'Assemblée, en date du 2 mai 2012	3
2.	Résolution CM/Res(2012)4 sur la nomination au poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e) (adoptée par le Comité des Ministres le 2 mai 2012, lors de la 1141 ^e réunion des Délégués des Ministres)	3
3.	Candidatures.....	5
3.1.	Candidature de Mme Gabriella BATTAINI-DRAGONI.....	5
3.1.1.	<i>Lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à la Présidente des Délégués des Ministres, en date du 21 mars 2012</i>	5
3.1.2.	<i>Lettre du ministre des Affaires étrangères de l'Italie au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, en date du 20 mars 2012</i>	5
3.1.3.	<i>Curriculum vitae</i>	7
3.2.	Candidature de M. Gérard STOUDMANN.....	11
3.2.1.	<i>Lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à la Présidente des Délégués des Ministres, en date du 21 mars 2012</i>	11
3.2.2.	<i>Lettre du Représentant permanent de la Suisse au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, en date du 8 mars 2012</i>	11
3.2.3.	<i>Curriculum vitae</i>	13

1. Lettre de la Présidente des Délégués des Ministres au Président de l'Assemblée, en date du 2 mai 2012

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint la Résolution CM/Res(2012)4 sur la nomination au poste de Secrétaire Général Adjoint(e), que le Comité de Ministres a adoptée le 2 mai 2012, suite à la réunion du Comité Mixte du 25 avril 2012.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

(signé) Eleanor Fuller
Présidente des Délégués des Ministres

2. Résolution CM/Res(2012)4 sur la nomination au poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e) (adoptée par le Comité des Ministres le 2 mai 2012, lors de la 1141^e réunion des Délégués des Ministres)

Le Comité des Ministres, en vertu de l'article 36.b du Statut du Conseil de l'Europe,

Vu le Règlement relatif à la nomination du Secrétaire Général, Secrétaire Général adjoint et Secrétaire Général de l'Assemblée ayant rang de Secrétaire Général adjoint ;

Vu la Résolution CM/Res(2012)1 sur la durée du mandat du/de la Secrétaire Général(e) adjoint(e) ;

Ayant examiné les deux candidatures déposées par les gouvernements de la Suisse et de l'Italie ;

Ayant procédé à l'entrevue personnelle avec les deux candidats ;

Ayant consulté les représentants de l'Assemblée parlementaire par l'entremise du Comité mixte le 25 avril 2012,

Décide de soumettre à l'Assemblée parlementaire, pour la nomination au poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e), pour un mandat de trois ans prenant effet le 1^{er} septembre 2012, les candidatures suivantes, selon l'ordre alphabétique, les noms des gouvernements qui les ont présentées figurant entre parenthèses :

- Mme Gabriella Battaini-Dragoni (Italie) ;
- M. Gérard Stoudmann (Suisse).

3. Candidatures

3.1. Candidature de Mme Gabriella BATTAINI-DRAGONI

3.1.1. Lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à la Présidente des Délégués des Ministres, en date du 21 mars 2012

Madame la Présidente,

Conformément à l'article 1, paragraphe *b*, du Règlement relatif à la nomination du/de la Secrétaire Général(e), du/de la Secrétaire Général(e) adjoint(e) et du/de la Secrétaire Général(e) de l'Assemblée, je vous transmets la lettre des autorités italiennes présentant la candidature de Mme Gabriella Battaini-Dragoni pour le poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e) du Conseil de l'Europe, ainsi que le curriculum vitae de Mme Battaini-Dragoni.

Conformément à l'article 1, paragraphe *a*, du Règlement susmentionné, j'ai été consulté préalablement au sujet de cette proposition, à laquelle j'ai donné mon accord.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes salutations distinguées.

(signé) Thorbjørn Jagland

3.1.2. Lettre du ministre des Affaires étrangères de l'Italie au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, en date du 20 mars 2012

(Traduction)

Monsieur le Secrétaire Général,

Conformément à l'article 1.a.ii du « Règlement relatif à la nomination du Secrétaire Général, du Secrétaire Général adjoint et du Secrétaire Général de l'Assemblée », j'ai le plaisir de vous informer que l'Italie entend présenter la candidature de Mme Gabriella Battaini-Dragoni pour le poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e) du Conseil de l'Europe.

Mme Battaini-Dragoni, citoyenne italienne occupant actuellement le poste de Directrice générale des Programmes de l'Organisation, a fait preuve de compétences personnelles et professionnelles exceptionnelles tout au long de sa carrière, depuis 1976, à travers l'expérience managériale approfondie qu'elle a acquise. Elle est par conséquent hautement qualifiée pour le poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e), comme l'atteste aussi le curriculum vitae ci-joint.

Au nom du Gouvernement italien, je sou mets donc à votre attention cette candidature, à laquelle nous attachons une importance particulière. La nomination de Mme Battaini-Dragoni viendrait récompenser une personne qui réunit des compétences remarquables, tout en garantissant une représentation géographique équitable parmi les postes les plus élevés du Conseil de l'Europe et un plus grand équilibre entre les femmes et les hommes.

Je vous prie d'agrée r, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma plus haute considération.

(signé) Giulio Terzi

3.1.3. Curriculum vitae

Gabriella BATTAINI-DRAGONI

Directrice Générale des programmes

Date de naissance 13 août 1950
Nationalité Italienne
Adresse Conseil de l'Europe, Bureau de la Directrice Générale des Programmes
67075 Strasbourg Cedex, France
Tél/Fax +33 (0)3 88 41 21 78
E-mail gabriella.battaini@coe.int

ETUDES

- 1976 *Laurea* en Littératures et Langues étrangères (anglais, anglo-américain, français), Université de Venise (Ca' Foscari), Italie
- 1975 Diplôme Universitaire, Institut Européen des Hautes Etudes Internationales, Université de Nice, France

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- depuis octobre 2011 Directrice Générale des Programmes (orientation stratégique des activités intergouvernementales du Conseil de l'Europe, supervision de leur mise en œuvre aussi bien au Siège que par les Missions de terrain, responsable de la mobilisation des ressources extra-budgétaires de l'Organisation)
- 2004 - sept 2011 - Directrice Générale de l'Education, de la Culture et du Patrimoine, de la Jeunesse et du Sport, Conseil de l'Europe
- Coordinatrice du Conseil de l'Europe pour le Dialogue Interculturel (depuis 2005), responsable de la préparation du Livre Blanc du Conseil de l'Europe sur le Dialogue Interculturel " *Vivre ensemble en égale dignité*"
- Coordinatrice du Conseil de l'Europe pour la Campagne contre la discrimination (depuis 2008)
- 2001 Directrice Générale de la Cohésion Sociale, Conseil de l'Europe
- 1998 Directrice, Direction des Affaires sociales et de la Santé, Conseil de l'Europe
- 1994 Chef de Service, Unité de Recherche et de Planification, Conseil de l'Europe
- 1991 Chef de Service, Direction de l'Education, de la Culture et du Sport, Conseil de l'Europe
- 1981 Administratrice, Direction des Affaires sociales et de la Santé, Conseil de l'Europe
- 1976 Animatrice, Centre Européen de la Jeunesse, Conseil de l'Europe
- 1973 Assistante au Département de Géographie économique, Université de Venise (Ca' Foscari)

PUBLICATIONS RECENTES

- Speaking across borders: the role of higher education in furthering intercultural dialogue, Council of Europe Higher Education series No. 16, 2010
- Intercultural dialogue and human rights, Sinergy Magazine, The European Law Students' Association, 2, 2008

- Intercultural dialogue: a pan-European Challenge in 2008 and beyond, Europa Nostra, 1, 2008
- Intercultural Dialogue and human rights: a road-map for living together as equals in dignity, ENARGy, European Network against Racism, October 2008
- "Promoting equity through Social Cohesion: the Council of Europe's Strategy" in: *World Bank's World Development Report (WDR), Berlin Workshop Series: Equity and Development*, 2005
- "The Distinctive Role of the Council of Europe in Migration Management: The case of the Euro-Mediterranean Region" in: *European Journal of Migration and Law*, vol. 4, 2003, pp. 491-497.
- "La Lutte Contre l'Exclusion par une Approche Fondée sur l'Accès aux Droits Sociaux" in: *Revue Franco-québécoise Santé, Société et Solidarité*, n° 3, Septembre 2003.
- "Global Standards: The European Experience", in: Katherine Marshall (ed.) *New Social Policy Agendas for Europe and Asia*, Washington, The World Bank, 2002, pp. 481-491
- "Social Inclusion and Social Change : Conditions for Peace and Prosperity in the South East Region" in: *The Road to Stability and Prosperity in South Eastern Europe – A regional Strategy Paper*, The World Bank, Washington, 2000, pp.82-93
- "Premiers pas vers la Cohésion Sociale" in: *Revue du Ministère des Affaires Sociales*, n. 94, June 1999, pp. 90-94

RECONNAISSANCES SPECIALES

- *Grande Ufficiale della Repubblica Italiana*, par décret du Président de la République italienne
- *Ordine di Sant'Agata*, décernée par la République de Saint Marin
- *Premio Internazionale alla Libertà*, décernée par la Società Libera

BREVE BIOGRAPHIE PROFESSIONNELLE

Mme Battaini-Dragoni est née à Brescia (Italie) le 13 août 1950. Elle a étudié à l'Université de Venise où elle a été diplômée en Littératures et Langues étrangères en 1976, avec une spécialisation en Littérature Anglo-américaine. Elle a entrepris des Études Internationales à l'Université de Nice (France) et a été diplômée de l'Institut Européen des Hautes Études Internationales.

Mme Battaini-Dragoni a commencé sa carrière au Conseil de l'Europe en 1976 comme Animatrice au Centre Européen de la Jeunesse. En 1981, elle a rejoint la Direction des Affaires Sociales et de la Santé, où elle a travaillé durant plus de dix ans au développement législatif et de politiques dans les domaines de la santé, de l'emploi et de la protection sociale. De 1991 à 1994, elle a travaillé comme Chef de Service à la Direction de l'Éducation, de la Culture et du Sport du Conseil de l'Europe. En 1994, elle a rejoint l'Unité de Recherche et de Planification du Conseil de l'Europe, où elle était responsable de la planification du Programme d'Activités de l'Organisation.

En 1998, Mme Battaini-Dragoni a été nommée Directrice à la Direction générale des Affaires sociales et économiques. A ce poste, elle a réussi à développer une approche du développement social basée sur les droits de l'homme. Elle a mis en œuvre des activités d'assistance technique et développé des recommandations de politiques promouvant la lutte contre l'exclusion sociale à travers l'accès aux droits sociaux.

Mme Battaini-Dragoni a activement participé au processus interne de renouvellement du Conseil de l'Europe qui a vu la Cohésion Sociale se placer au cœur des priorités de l'Organisation après son élargissement, notamment sur la base des décisions prises par les Chefs d'Etat et de Gouvernements à l'occasion du 2ème Sommet du Conseil de l'Europe en 1997.

Le 1er juillet 2001, Mme Battaini-Dragoni a été nommée Directrice Générale de la Cohésion Sociale. La Direction Générale était constituée de la Direction de la Banque de développement du Conseil de l'Europe, de la Direction des Affaires Sociales et de la Santé, ainsi que de la Direction européenne de la Qualité du Médicament. Au moyen d'une variété d'instruments législatifs, tels que le Code Européen de Sécurité Sociale, d'instruments politiques tels que les recommandations sur l'Accès aux Droits Sociaux ou encore les

activités d'assistante technique, la Direction Générale a contribué à la mise en œuvre de la stratégie du Conseil de l'Europe sur la Cohésion sociale au sein de ses Etats membres.

Mme Battaini-Dragoni a été la première femme à être nommée au rang de Directrice Générale au Conseil de l'Europe.

En 2004, à un moment clé dans le processus de renouvellement de l'Organisation, Mme Battaini-Dragoni a été nommée Directrice Générale de l'Education, de la Culture et du Patrimoine, de la Jeunesse et du Sport. A compter de sa nomination, Mme Battaini-Dragoni a agi comme facilitateur pour une politique intégrée, rapprochant le plus étroitement possible les différents secteurs de sa Direction générale, mais en créant aussi des synergies entre la Direction Générale de la Cohésion Sociale et la Direction Générale de l'Education, de la Culture et du Patrimoine, de la Jeunesse et du Sport. Son objectif a été de réfléchir à la modernisation du modèle social européen en accordant toute leur place aux facteurs culturels, aux questions de citoyenneté, des politiques de valorisation de la diversité et au potentiel du dialogue interculturel. Dans le cadre des préparatifs du 3ème Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernements des Etats membres du Conseil de l'Europe en mai 2005, elle a contribué à la rationalisation et au renouvellement du mandat de l'Organisation dans les domaines de l'Education, de la Culture et du Patrimoine, de la Jeunesse et du Sport, qui maintenant incluent une forte dimension interculturelle.

Mme Battaini-Dragoni a publié sur une grande variété de sujets de politiques éducatives et sociales dans des journaux universitaires francophones ou dans des publications internationales. Ses articles sur la cohésion sociale, sur les questions de migration, la sécurité sociale et le dialogue interculturel ont paru dans journaux prestigieux comme le *Journal of Migration and Law*, la revue française *Revue du Ministère des Affaires Sociales* et la *Revue Franco-Québécoise Santé, Société et Solidarité*, etc. Elle a aussi contribué à deux publications de la Banque mondiale sur l'exclusion sociale et les questions de normes sociales. Un portrait d'elle, dans son rôle professionnel, a été aussi publié dans la rubrique économique du journal français *Le Monde*.

A partir de 2005, Mme Battaini-Dragoni a été la Coordinatrice du Conseil de l'Europe pour le Dialogue Interculturel. A ce titre, elle a été responsable de la préparation du «Livre blanc sur le Dialogue Interculturel» du Conseil de l'Europe, lancé le 7 mai 2008 au niveau ministériel, le premier document de cette sorte au niveau international. Le Livre blanc a été traduit en 16 langues, y compris l'arabe et l'hébreu et disséminé largement aux niveaux national et local. Le Livre blanc préconise, entre autres, le développement de compétences interculturelles, par l'éducation formelle et non formelle et rend hommage à la contribution importante de l'école et des échanges de jeunesse dans ce processus. A partir de 2008, elle a été la Coordinatrice de la Campagne du Conseil de l'Europe « Dites non à la discrimination », menée en partenariat avec des journalistes et autres professionnels des médias, et qui a abordé les problèmes de discrimination quotidienne envers certains groupes de la population dans un contexte de diversité culturelle croissante.

A la suite de la réforme du Secrétariat du Conseil de l'Europe en 2011, le Secrétaire Général a nommé Mme Battaini-Dragoni Directrice Générale des Programmes, responsable de la supervision de la préparation et de la mise en œuvre du programme biennal d'activités dans le domaine intergouvernemental. Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, Mme Battaini-Dragoni rend directement compte au Secrétaire Général, avec pour responsabilité de coordonner toutes les activités de suivi intergouvernemental, de mise en place de normes et de coopération dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit. Elle supervise tous les aspects relatifs à la mobilisation et la gestion des programmes financés hors budget ordinaire et à la présence sur le terrain du Conseil de l'Europe.

Mme Battaini-Dragoni a été fréquemment invitée comme conférencière à la Banque Mondiale, aux Nations Unies, à l'OCDE, à l'OSCE, par la Fondation Anna Lindh, l'ALECSO, l'UNESCO, l'Alliance des Civilisations, et aux réunions de l'Union européenne.

3.2. Candidature de M. Gérard STOUDMANN

3.2.1. Lettre du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à la Présidente des Délégués des Ministres, en date du 21 mars 2012

Madame la Présidente,

Conformément à l'article 1, paragraphe *b*, du Règlement relatif à la nomination du/de la Secrétaire Général(e), du/de la Secrétaire Général(e) adjoint(e) et du/de la Secrétaire Général(e) de l'Assemblée, je vous transmets la lettre des autorités suisses présentant la candidature de M. Gérard Stoudmann pour le poste de Secrétaire Général(e) adjoint(e) du Conseil de l'Europe, ainsi que le curriculum vitae de M. Stoudmann.

Conformément à l'article 1, paragraphe *a*, du Règlement susmentionné, j'ai été consulté préalablement au sujet de cette proposition, à laquelle j'ai donné mon accord.

Je vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

(signé) Thorbjørn Jagland

3.2.2. Lettre du Représentant permanent de la Suisse au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, en date du 8 mars 2012

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme suite à la décision prise par les Délégués des Ministres lors de leur 1132^e réunion du 1^{er} février 2012 (point 1.6 de l'ordre du jour) et en application de l'article 1 lettre *a* alinéas 1 et 4, et lettre *b* du Règlement relatif à la nomination du Secrétaire Général, du Secrétaire Général adjoint et du Secrétaire Général de l'Assemblée ayant rang de Secrétaire Général adjoint, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement suisse propose la candidature de M. Gérard Stoudmann, actuellement Représentant Spécial auprès du Secrétaire Général pour les questions organisationnelles et de la réforme, au poste de Secrétaire Général adjoint du Conseil de l'Europe.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir donner votre accord à cette proposition et la transmettre au Comité des Ministres.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma haute considération.

(signé) Charles-Edouard Held
Ambassadeur

3.2.3. Curriculum vitae

Ambassador Gérard STOUDMANN



Né le 23 novembre 1951, nationalité suisse

Gérard Stoudmann a consacré sa carrière à la diplomatie multilatérale et aux négociations internationales, principalement dans les domaines de la politique de sécurité et des droits de l'homme. Il a démarré sa carrière à la fin de la guerre froide, alors que la Suisse et d'autres pays non alignés (PNA) jouaient un rôle de médiation crucial entre l'Est et l'Ouest au sein de la CSCE (processus d'Helsinki).

En tant que Directeur de cabinet et conseiller personnel du ministre de l'Economie et du Commerce (1989-1993), il a suivi les négociations relatives à l'Espace économique européen entre l'AELE et la CE, ainsi que le cycle des négociations de l'Uruguay du GATT.

Durant la présidence suisse de l'OSCE (1996), en tant que chef de la Task Force au QG de l'OSCE à Vienne, il a suivi de près les développements politiques dans les Balkans et en Tchétchénie.

Au poste de directeur du BIDDH/OSCE (Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme) (1997-2003), il a facilité le suivi des transitions démocratiques en Europe centrale et orientale. Il a renforcé et élargi les compétences du BIDDH relevant de son mandat, à savoir le suivi des élections, le développement de projets pour la promotion de la démocratie, l'Etat de droit et les droits de l'homme, y compris la lutte contre la traite des êtres humains.

En tant que directeur du Centre de politique de sécurité à Genève (GCSP) de 2003 à 2006, il a notamment initié un processus de dialogue informel entre les représentants du gouvernement de Serbie et les dirigeants Kosovars.

En mars 2006, le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan l'a nommé Haut Représentant pour les élections en Côte d'Ivoire (UNSC Res. 1721). Après son départ de Côte d'Ivoire, il a poursuivi son action en Afrique de l'Ouest en tant qu'Envoyé spécial du ministère suisse des Affaires étrangères.

En novembre 2009, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, Thorbjørn Jagland, l'a nommé Représentant spécial pour les questions organisationnelles et la réforme, mettant ainsi à profit son expérience des structures multilatérales. Depuis, il apporte son concours au Secrétaire Général pour la modernisation et la réorganisation de l'Organisation.

Grâce aux fonctions qu'il a occupées dans la diplomatie et le secteur privé, il a acquis une solide expérience de la négociation internationale ainsi que de la gestion des organismes multilatéraux et s'est par ailleurs constitué un important réseau international.

Gérard Stoudmann est membre du conseil de direction de l'IFES (fondation internationale pour les systèmes électoraux, Washington), de LOXIAS (fondation franco-suisse qui soutient le développement d'infrastructures de santé en Afrique de l'Ouest). Il a également été membre du conseil consultatif du Human Rights Watch jusqu'en 2006.

Chronologie

Novembre 2009 à aujourd'hui : Représentant Spécial auprès du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe pour les questions organisationnelles et la réforme

Novembre 2008-2009 : Envoyé spécial du département suisse des Affaires étrangères pour l'Afrique francophone

2008 : Processus de paix en République centrafricaine : en tant que conseiller principal au Centre pour le dialogue humanitaire à Genève (CHD), il a apporté des conseils et des orientations au Comité préparatoire au dialogue politique inclusif

2006-2007 : Haut Représentant des Nations Unies pour les élections en Côte d'Ivoire (niveau SSG)

2003-2006 : Directeur du Centre de politique de sécurité à Genève (Ambassadeur)

1997-2003 : Directeur du BIDDH/OSCE (Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE) (ambassadeur, niveau SGA)

1995-1997 : Adjoint au Représentant permanent de la Suisse auprès de l'OSCE à Vienne et chef de la Task Force de la présidence suisse à Vienne

1993-1994 : Directeur du St-Gallen International Management Symposium et de la Fondation pour les études internationales, à la St-Gallen Business School

1989-1993 : Conseiller personnel du Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, Président de la Confédération helvétique et ministre de l'Economie

1987-1989 : Adjoint au Représentant permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg

1982-1987 : Membre de la Délégation suisse des conférences CSCE à Madrid, Stockholm, Ottawa, Bern et Vienne, Coordinateur des questions CSCE au département suisse des Affaires étrangères

1981-1982 : Membre de la Délégation suisse auprès des Communautés européennes à Bruxelles

1977-1980 : Département de la Défense, Officier d'Etat major, Berne

Formation : Licence en droit, Université de Lausanne. Programme d'études stratégiques et relations internationales à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève (IUHEI)

Langues : français (langue maternelle), anglais (courant), allemand

Situation maritale : Marié à Elisabeth Rasmusson, Secrétaire générale du Conseil norvégien pour les réfugiés